

## AVANT-PROPOS

Blois, douloureusement meurtrie, comme tant de nos villes, à la suite des événements de juin, s'est reprise à vivre. Certes, il ne s'agit pas de la presque insouciance de jadis, s'est reprise à vivre. Certes, il ne s'agit pas de la presque insouciance de jadis. Le bouleversement est trop profond pour que disparaisse du cœur de tous, avec la pensée du malheur qui a pu le frapper, l'inquiétude du lendemain. Une ville ne voit pas sans tristesse disparaître totalement 300 de ses maisons, partiellement 400 autres, et ainsi toucher plus du cinquième de sa population, c'est-à-dire 5 à 6.000 personnes. Mais la vie c'est demain ! L'avenir c'est la reconstruction à laquelle on s'est attaché déjà plus qu'avec courage: avec l'amour du beau, avec l'amour de la Cité. On dresse des plans pendant que le déblaiement commence. Un jour, le dernier vestige des ruines disparaîtra pour faire place aux échafaudages. Derrière ceux-ci, des lignes harmonieuses naîtront ; au milieu d'eux se dessineront dégagements modernes et promenades nouvelles. Est-ce à dire qu'on doive faire complètement table rase du passé ? Nous ne le croyons pas ! Comment oublier, en effet, les événements historiques qui auront amené la transformation de Blois ? Voilà pourquoi il nous a paru intéressant d'effectuer ce travail. Nous nous sommes attelés à la tâche, nous devons le dire, sans prétention d'aucune sorte en pensant même qu'il ne manquait pas en Blésois de plumes beaucoup plus autorisées que la nôtre pour l'accomplir. Nous n'avons d'ailleurs, en ce travail, que le seul mérite de nous être transportés auprès de personnalités ayant vécu les événements pour leur demander de nous les conter, afin de réaliser une synthèse. Nous sommes obligés de nous borner, évidemment, à la relation des faits principaux ; toutefois il nous a paru désirable de rapporter également quelques anecdotes qui rendront le récit moins monotone, tout en ayant un intérêt propre. D'autre part, si nous avons cherché à être le plus complet possible dans la relation des faits principaux des événements, il est probable, et nous nous en excusons par avance auprès de nos lecteurs, que quelques lacunes s'y soient glissées. Nous n'avons pu, en effet, voir toutes les personnes qui pouvaient avoir un détail intéressant à nous fournir. Un autre souci nous a guidé aussi : être objectif. Nous avons donc banni toute critique des lignes qu'on va lire pour ne pas permettre que sur elles, s'instaurent d'inutiles polémiques. Mais objectivité ne signifie pas contre-vérité ; nous nous sommes, au contraire, attaché particulièrement au respect de la vérité.

Nous dirons à présent un sincère merci à toutes les personnalités qui ont bien voulu mettre à notre disposition tous les renseignements qu'elles avaient recueillis sur les événements. C'est à elles seules que nous devons la possibilité d'avoir réalisé ce récit, et c'est pourquoi il est de notre devoir de les désigner nommément : M. Patin, avocat général à la Cour d'Appel de Paris, délégué dans les fonctions de procureur de la République à Blois ; M. le docteur Grenouilleau, inspecteur départemental d'hygiène ; M. Leboutet, commissaire de police spéciale ; M. Cognard, directeur du Syndicat d'Initiative ; M. Lafarge, ingénieur électricien ; M.

Ludovic Guignard, gardien du château ; M. Hemery, chef de gare ; MM. Guédon et Mettaie, employés de la mairie; M. Jean Aubry, horticulteur, mobilisé au 52<sup>ème</sup> régional ; M. de Kercadio, maréchal des logis au 12<sup>ème</sup> G. R. C. A. Nous remercions également deux officiers dont les renseignements nous ont été très précieux.

Nous citerons enfin, en le remerciant aussi, M. le docteur Olivier, alors maire de Blois. Nous donnons son nom le dernier parce que nous avons à préciser, en ce qui le concerne, qu'il nous a permis de disposer d'un exposé fait par lui à un certain nombre de notabilités blésoises, et relatant les conditions dans lesquelles s'est effectuée la reprise de la vie à Blois après l'occupation.

Il nous reste à espérer que le récit des Journées Historiques de Juin, dans leur ville, intéressera les Blésois. Et si par la suite ce faisceau de renseignements peut aider à former les assises d'une histoire complète des événements de 1940 à Blois nous ne pourrions que nous en montrer heureux. En tous cas c'est avec la pensée de ces deux buts à atteindre que nous avons glané les éléments de la narration qui va suivre. Puisseons-nous avoir réussi dans notre entreprise !

**André JARRIGEON .**

Avec le déclenchement de la grande offensive allemande contre la Belgique, Blois, comme toutes les villes situées dans notre région sur la route nationale de Paris à Bordeaux, vit affluer des dizaines de milliers de réfugiés et de véhicules. Il y eut une courte accalmie après le passage des Belges et des Ardennais. La bataille des Flandres terminée, les Allemands attaquèrent sur la Somme. Alors l'exode recommença plus dense.

On se souvient des reculs successifs de l'armée française, de la précipitation des événements jusqu'à l'occupation par les troupes allemandes de territoires situés en-dessous de Paris. Nous en arriverons donc tout de suite aux faits qui intéressent Blois.

## **Vendredi 14 juin**

Blois est envahi par une multitude de réfugiés qui fuient devant l'avance allemande. Une file d'autos sur trois rangs, côte à côte, traverse la ville. Mais les routes sont congestionnées et il faut six heures pour parcourir les deux kilomètres qui mènent de l'entrée en ville par l'avenue de Châteaudun jusqu'au pont sur la Loire. Pire, la circulation sur les routes transversales est pratiquement bloquée, car le service d'ordre s'attache surtout à dégager les voies qui du nord se dirigent vers le sud ; ainsi, les voitures venant d'Orléans, par l'avenue Maunoury, stationnent des heures.

Le poste d'accueil de la gare de Blois, où la foule des réfugiés est parfaitement ravitaillée et soignée depuis des semaines, continue son œuvre bienfaisante. Seulement la gare étant fermée depuis 48 heures, il en résulte une difficulté nouvelle pour leur évacuation.

Le soir tombe et Blois va essayer de s'endormir quand la Préfecture reçoit un ordre de l'autorité militaire qui va aggraver angoisse de tous, puis jeter l'affolement. Il prescrit l'évacuation des enfants au-dessus de 13 ans et des hommes mobilisables.

L'ordre ayant été diffusé aux maires, vers 23 heures, une affiche manuscrite est collée à l'entrée de la mairie. Voici son libellé: « Evacuation immédiate et par leurs propres moyens des enfants de plus de 13 ans et des hommes mobilisables; direction sud (route 156) itinéraire: Blois, Cour-Cheverny, La Gaucherie, Selles-sur-Cher, Châteauroux et au delà. » En même temps, des agents des scouts reçoivent pour mission de prévenir les intéressés dans leurs maisons. Comme la consigne a été vivement donnée, et transmise des uns aux autres, beaucoup ne savent, par exemple, indiquer sur demande, la source de la nouvelle qu'ils diffusent. Ceci ajoute à la confusion. Plusieurs personnes reçoivent également des coups de téléphone, les invitant à partir, sans pouvoir connaître leurs correspondants. Alors les bruits les plus contradictoires ne tardent pas à circuler.

Voici comment un témoin a traduit ses impressions du moment: « Nous avons pu constater que la publication de l'ordre d'évacuation avait provoqué un affolement dans la population, d'autant plus qu'une fausse interprétation avait fait croire que le pont de Blois, miné, devait sauter à 5 heures. Une foule de femmes, d'enfants et d'hommes se précipitaient immédiatement vers le pont avec des moyens de transport les plus variés: A pied, certains poussant une brouette et d'autres sans emporter le moindre colis. Cet affolement, incontestablement favorisé par l'atmosphère d'angoisse et d'incertitude, qui régnait sur la ville depuis quelques jours, risquant de devenir catastrophique, M. le Préfet, immédiatement avisé, se rendit sur le pont, accompagné de M. le Commissaire spécial, pour calmer et rassurer la population. Néanmoins, il faut bien reconnaître que l'ordre de repli des mobilisables a été pour beaucoup dans la confusion qui s'en est suivie et qu'il a rendu très difficile, sinon impossible, l'exécution des mesures jugées nécessaires à la suite des événements particulièrement graves qui se sont produits les heures suivantes. Tous les services de sécurité et de transport se sont trouvés désorganisés à la suite du départ d'à peu près tous les chefs d'îlots, les chefs de secteurs, les pompiers, les brancardiers, etc. »

Il y a lieu de mentionner ici la belle attitude de M. Chardon, principal du collège. M. Chardon a passé la nuit entière du vendredi 14 au samedi 15 Juin sur le pont apportant ses conseils judicieux de calme à la population fuyant après l'affichage de l'ordre d'évacuation. M. Chardon ne devait quitter Blois avec sa famille que dans la nuit de lundi à mardi, et parce qu'il n'était plus possible de s'y ravitailler. Il devait y rentrer un des premiers, après l'avance des troupes allemandes pour avoir la douleur de voir finir de brûler son collège.

## **Samedi 15 juin**

Les Blésois qui ont décidé de passer encore une nuit chez eux, avant de partir, sont réveillés en sursaut vers deux heures du matin par des éclatements significatifs. La ville subit son premier bombardement aérien. Heureusement il n'y a aucune victime à déplorer et les dégâts matériels sont légers. Le temps était couvert et les avions ont cherché leur objectif pendant un petit moment. Ils en avaient tout le loisir, nulle défense antiaérienne ne protégeant la ville. L'objectif en question était la ligne du chemin de fer et particulièrement le pont des Granges. Combien de bombes ont été lancées ? On ne sait exactement; entre six et douze. En tout cas, trois tombèrent fort près de leur but. D'autres dévastèrent un coin du cimetière proche, déterrèrent des morts. On note des points de chute rue Charles d'Orléans, rue Félix Duban. On ne s'apercevra d'un autre point de chute d'un engin non éclaté que beaucoup plus tard ; quand les habitants de l'immeuble sur lequel il est tombé rentreront, car ils sont déjà partis. L'engin dont nous parlons a traversé, de haut en bas, toute la maison et s'est enterré à 2 m sous le parquet de la salle à manger.

Ce premier bombardement de Blois, après la dépêche de la veille, ne fait qu'inciter les gens à partir plus précipitamment encore. L'évacuation de la ville par ses habitants se poursuit donc à une cadence accélérée. Pourtant dans la nuit, une précision à l'ordre d'évacuation affiché la veille au soir est arrivée : tous les affectés spéciaux doivent rester à leur poste. Au matin, M. Leboutet, commissaire spécial, se rend au lieu de départ des cars de transports départementaux assurant l'évacuation et fait connaître ces décisions au public ; mais de nombreux affectés spéciaux ont pris, dès la nuit, la route, en direction du sud.

Dans le courant de la journée la situation paraissait déjà très sérieuse du point de vue sanitaire, étant donné le départ d'une grande partie du personnel soignant et le nombre important de malades, de blessés et d'enfants dans les hôpitaux.

L'évacuation de la maternité, des enfants de la clinique Saint Côme et Saint Damien, et d'enfants de l'orphelinat de l'hospice général a été effectué dans l'après-midi par des infirmières du service médico-social.

Les magasins ferment un à un. Ordre est donné aux boulangers et bouchers par M. le commissaire spécial, de continuer à alimenter la population. De 14 à 19 heures et même 20 h, trois pharmacies seront ouvertes (Bonnel, Rivière, Simon-Charles).

Anticipons pour dire que le dimanche 16 juin la pharmacie Bonnel mettra à la disposition des dames Houchet de la rue du Commerce (qui ne devaient jamais quitter Blois) tous les pansements et antiseptiques nécessaires aux soins d'urgence. De son côté, la pharmacie nouvelle Simon devait remettre au poste de secours, installé par la suite en Vienne, une clé de l'officine, et donner toutes indications pour que ledit poste, dépourvu de pansements, puisse y prendre tout ce dont il aurait besoin, ce qu'il fit.

En Vienne, la situation est plus normale. La question du pont qui peut sauter, croit-on, d'une minute à l'autre, n'est pas sans influencer sur la précipitation du départ des habitants de la ville même.

Le flot ininterrompu d'éléments civils et militaires traverse la ville à une intensité croissante. D'Orléans, les autos, en files serrées, marchent vers Tours sur les deux routes de la rive gauche et de la rive droite. D'autres arrivant de Vendôme, de Châteaudun et d'Herbault, descendent vers le sud ; il en résulte un embouteillage formidable. Pour passer le pont il faut compter environ une demi-heure, les travaux militaires effectués à proximité, dans le faubourg de Vienne, ne permettant le passage que d'une seule voiture dans un seul sens. Heureusement, aucun bombardement ne s'est produit en ces instants de circulation difficile.

Le service de la circulation parvient à désembouteiller le pont vers 21 heures. La nuit tombe, lourde de menaces.

## Dimanche 16 juin

Le réveil est brutal. Sans que l'alerte ait été donnée, la ville est l'objet d'une attaque aérienne de grande envergure. Les sifflements et les éclatements des bombes mettent rapidement sur pied les Blésois restés dans leur ville. Malheureusement, un trop grand nombre n'ont pas le temps de gagner les abris et meurent sous les décombres de leur maison.

Les avions qui ont attaqué étaient au nombre de neuf. Ils portaient des cocardes et volaient si bas que ceux qui, les premiers, les ont vus arriver ont cru avoir affaire à des appareils français. Il s'agissait d'avions italiens ; les couleurs verte blanche et rouge formaient les cocardes. Ils remontaient la Loire, venant de la direction de Chailles. En abordant la ville, ils se sont formés en trois escadrilles de trois, avec, pour chacune, des buts assignés. La première bombe tombée à l'entrée de la ville, en direction de Tours, a tué un homme qui se trouvait dans son jardin situé sur le coteau, près de la ligne du chemin de fer. La seconde a atteint, rue Robert Houdin, la maison de M. Laurens, député et maire par délégation, une troisième a réduit en miettes les vitraux de l'église Saint-Nicolas. Les principaux autres points de chute se situaient place Louis XII, en Vienne, où l'on aura à déplorer 25 victimes. Puis quai Saint-Jean, rue Jéhan de Saveuse, sur l'usine des eaux, place Saint-Louis, sur le Carmel, sur les châteaux d'eau qui sont détruits.

Le Carmel prend feu et les flammes le dévoreront complètement. Les Carmélites sont parties en disant : « Nous partons mais nous reviendrons reconstruire notre Carmel ».

L'énergie électrique manque presque aussitôt ; l'eau manquera peu après, et le gaz dans le courant de la journée.

Au poste de secours de la Bourse du Travail, une permanence pour la nuit avait été réalisée, par des infirmières et auxiliaires, en prévision d'événements qui ne devaient pas manquer de se produire. Une torpille est tombée à 50 m du poste dont les vitres sont brisées, le téléphone arraché, et les portes détériorées. Le ramassage des blessés et des morts est effectué par des bénévoles et des militaires. Quand le docteur Grenouilleau arrive au poste de secours, il y trouve déjà sept blessés et deux morts. Parmi les blessés il y a M. Émile Laurens, député maire de Blois, très grièvement atteint par l'explosion d'un projectile tombé sur sa maison, comme nous l'avons dit plus haut. Trois infirmières étaient aux postes de secours : Mlle Malet, infirmière en chef du service médico-social, Mlle Foucard, infirmière des écoles, Mlle Dussoulier, infirmière du bureau de bienfaisance, et quatre auxiliaires : Mlle Féat Camille et sa sœur Jeanne, Mlle Pouligny, Mlle Moreau Anne-Marie. Elles ont fait preuve pendant toute cette journée d'un dévouement admirable et du plus bel esprit de sacrifice. Sous les bombardements, elles ont sillonné la ville pour rechercher les blessés, amener les malades, organiser les départs. Plusieurs fois elles

ont été surprises par les vagues d'avion et se sont abritées comme elles ont pu. Jamais elles ne se sont plaintes et jamais elles n'ont demandé à abandonner leur tâche.

Des équipes de brancardage ont été immédiatement organisées, avec des militaires et les commissaires et inspecteurs spéciaux, qui se sont dirigés vers les points de chute. Les brancardiers devaient revenir une heure après sans avoir trouvé d'autres blessés. Certains avaient été chargés sur des camions et dans des autos de passage se dirigeant vers Tours.

Pour éviter les risques de nouvelles attaques aériennes, le docteur Grenouilleau décide de transporter son poste de secours à la gare électrique de Vienne où se trouve une tranchée-abri, et qui présente également l'avantage d'être de l'autre côté du pont. Il faut trouver les moyens de transports et du carburant : le docteur réquisitionne un car et une camionnette, puis une autre camionnette ; cela lui permettra de faire prendre 400 l d'essence à la Préfecture. À l'Hôpital Général, des blessés étaient soignés par Mlle Bridel. Par la suite, ces blessés furent dirigés sur le nouveau poste de secours puis évacués vers un centre chirurgical.

Le poste de secours reçut au cours de la journée plus de 40 blessés auxquels des soins furent donnés.

Au cours de la journée également, on nota l'évacuation des opérés et des Soeurs d'une clinique, l'évacuation de la plus grande partie des malades et blessés de l'hôtel Dieu ; l'évacuation de l'hôpital complémentaire du préséminaire où il y avait au moins 50 malades, dont certains très gravement ; cette évacuation n'a été terminée qu'à 6 h 30 du soir et a failli se terminer tragiquement, puisqu'une bombe est tombée, à ce moment, dans le jardin de l'établissement, à 50 m d'une infirmière, qui quoique couchée à terre, a été retournée ; M. l'abbé Lemoine et une sœur du préséminaire étaient restés pour garder les malades ; enfin l'évacuation de plusieurs malades et vieillards de la ville, de femmes enceintes, recueillies aux postes de secours, d'enfants de pauvres gens affolés, dont beaucoup n'avaient pas mangé, ni bu, depuis la veille car, pratiquement, il n'y avait plus rien à Blois. Ainsi on trouvait juste une boulangerie ouverte et ceci pendant les premières heures de la matinée seulement ; elle était d'ailleurs réquisitionnée et exploitée par des militaires. Un seul café ravitaillait encore les réfugiés à proximité de la place Saint-Louis. Tous les autres magasins étaient fermés. Puisque nous parlons de la place Saint-Louis, signalons qu'une bombe y est tombée à six heures, incendiant une auto en panne, abandonnée par ses propriétaires. Pourtant, dans la carcasse, tordue par le feu, on devait retrouver des ossements calcinés à tel point qu'il a été impossible de savoir s'il s'agissait de restes humains.

La relation d'une suite de faits nous a entraînés loin dans l'après-midi de ce dimanche tragique. Il nous faut revenir vers la matinée car de nombreux détails importants n'ont pas été signalés.

À l'aide des camionnettes, les blessés du poste de secours de la Bourse du Travail ont donc été transportés en Vienne, à la gare des tramways électriques. C'est là qu'à 10 heures le docteur Grenoilleau reçoit le dernier soupir de M. Laurens, député-maire de Blois, dont les blessures étaient si graves et si nombreuses qu'il était impossible de le sauver. Il est mort très courageusement, sans prononcer une plainte, et sans apparemment souffrir beaucoup.

À 11 heures, un médecin capitaine et un médecin lieutenant, ouvraient dans les écoles Ronceraie, voisines de la gare électrique, un poste militaire. À partir de ce moment, deux postes de secours, un civil, l'autre militaire, pourront fonctionner conjointement jusqu'au lundi matin. Dans le courant de la matinée, la police municipale reçoit l'ordre de se replier. Seule reste la police spéciale. Elle est amenée d'ailleurs à réquisitionner un camion pour le transport, à Selles-sur-Cher, du personnel et des archives de la Préfecture.

Aux environs de 11 h 30, la ville subit à nouveau un bombardement sévère par 17 avions. Ils passent au-dessus de la basilique se dirigeant vers Cellettes. Des bombes tombent place Ave Maria, rue de la Foulerie, dans la Loire en bordure des quais. En Vienne, le dépôt de mazout de l'entreprise de cylindrage Brun est touché et l'incendie se déclare : une immense colonne de fumée noire s'élève ; longtemps le feu accomplira son œuvre destructrice. Les avions bombardent et mitraillent la forêt de Cellettes. En ville l'attaque a causé peu de victimes. Seul un enfant de 15 ans, atteint d'une fracture du crâne, est amené au poste de secours ; il devait succomber presque aussitôt. Au carrefour de la route de Chambord, une fillette de 12 ans vient de voir tuées sous ses yeux sa maman et sa petite sœur. Dans les fossés des routes, et en forêt, on découvrira plus tard d'autres cadavres.

Les autorités judiciaires ont reçu l'ordre de faire évacuer la prison, évacuation qui doit se faire à pied, aucun moyen de transport n'existant plus. Les gardiens sont débordés et les condamnés profitent d'une aubaine inespérée pour prendre la clé des champs.

Vers midi, faute de pouvoir le transporter, les membres de la police spéciale enterrent un mort dans la cour de l'Hôtel de Ville.

Par suite de l'explosion d'une bombe sur la maison « Au grand fusil », rue Denis Papin, les glaces des magasins situés aux alentours ont volé en éclats. Des scènes de pillage commencent alors ; les membres de la police spéciale, revolver au poing, tentent de les réprimer.

Intermittents, les bombardements continuent; cependant ils sont moins violents que les deux premiers. Les rues des Orfèvres, du Change, la place du Marché-à-la-Filasse, sont gravement touchées.



Au Tribunal, pendant qu'on détruit des dossiers d'affaires touchant à la Défense nationale, se présente à M. le Procureur de la République un banquier de Paris. A quelques kilomètres de la ville, un camion, avec lequel il transporte 100 millions de titres et de numéraire -la fortune de ses clients- est en panne d'essence. Après un examen minutieux de ses papiers, M. le Procureur de la République lui délivre un bon de réquisition d'essence. Le banquier trouve le précieux liquide et peut continuer sa route.

Il est 16 heures quand la gare, à son tour est sérieusement bombardée.

De l'avis des témoins, il s'agit toujours de raids effectués par l'aviation italienne. Trois trains de réfugiés sont en gare. Des engins explosifs tombent en plein sur la grande verrière, un autre dans la cour extérieure, d'autres à hauteur du poste d'aiguillage à la sortie de la gare direction Tours. On compte neuf morts et de nombreux blessés dont certains mortellement atteints. Des voies sont arrachées. Les blessés sont montés dans les trains qu'ils occupaient et malgré beaucoup de difficultés, les convois sont acheminés vers Saint-Pierre-des-Corps. Entre les Grouets et Chouzy, un des trains est mitraillé. A partir de ce moment, la circulation ferroviaire est interrompue. Il ne rentrera plus aucun train en gare de Blois, dans les dépendances de laquelle on inhume provisoirement les victimes de la tragédie venant de s'y dérouler.

En même temps que la gare, les environs de la Préfecture reçurent plusieurs projectiles. A ce moment se trouvaient à l'Hôtel de la Préfecture : M. Pierre Vieillescazes, préfet, M. Patin, avocat général près la Cour d'Appel de Paris, remplissant à Blois les fonctions de procureur de la République, M. Guillemaut, secrétaire général de la Préfecture, M. Nevière, sous-préfet de Vendôme, M. Max Vieillescazes, frère de M. le préfet, son chef de cabinet, M. le docteur Grenouilleau, M. Dorlanne, chef de division à la préfecture ; M. Drussy, président de la Fédération départementale des victimes de la guerre et A. C., qui devait devenir par la suite président de la délégation spéciale chargée de l'administration de Blois; M. Méthée, chef de bureau à la préfecture; Mlle Le Nire, rédactrice à la préfecture; M. Hervé, concierge de la préfecture.

D'autre part les effectifs au complet de la police spéciale étaient présents : M. Leboutet, commissaire ; M. Seillé, commissaire-adjoint ; M. Brunaud, inspecteur principal et quatre inspecteurs. MM. Nisse, Alard, Norf et Bouzy.

Sur la fin de l'après-midi des réfugiés passent toujours dans les rues centrales. On n'aperçoit plus que de rares Blésois. Toutes les portes des habitations sont fermées et avec elles celles des abris.

M. Ludovic Guignard, le seul gardien du château qui ne devait pas quitter Blois -nous aurons l'occasion de reparler de lui -aménage les caves de

l'immeuble historique pour s'abriter et abriter des bombardements sa femme, sa fillette et une dizaine de personnes, en majorité âgées, venues lui demander asile. M. Guédon, de la mairie, aide à l'installation de malades dans ces caves.

M. Cognard, directeur du syndicat d'initiative, dont l'habitation est à l'entrée de la ville, avenue de Châteaudun, vient dans le centre voir ce qui s'y passe. Il y trouve plusieurs personnes des bas quartiers ; elles sont indécises ; doivent-elles ou non partir ? M. Cognard les invite, si elles le veulent, à venir s'installer de leur mieux chez lui en apportant matelas et un peu de matériel de cuisine ; c'est ce qu'elles décident de faire. En attendant on se ravitaille dans une boucherie, abandonnée, de la rue Porte Chartraine ; le propriétaire est parti sans fermer sa porte ; il vaut mieux voir le plus possible de viande utilisée, il en pourrira bien assez ! Le magasin d'intendance, route de Châteaudun, ravitaille lui aussi ; il le peut bien, ses flancs nourriront une armée !

Dans ses notes M. Lafarge a mentionné : « La Place a fourni un peu de pain pour nous et les quelques vieilles gens que nous ravitaillons. » Nous venons de citer dans l'ordre, les noms de Messieurs Guignard, Guédon, Cognard, Lafarge ; ces hommes ont décidé de ne pas abandonner leur ville quoi qu'il pût arriver. Plusieurs autres, dont nous n'avons pas les noms, feront de même.

Les rues sont presque toutes désertes ; désertes parce qu'aucun être humain ne les fréquente plus, mais on peut y voir des perruches, des lapins, des poules, des tourterelles, et, comble de la surprise, avenue Victor Hugo, le gros éléphant du cirque Amar -son lieu d'attache est, comme l'on sait, aux Métairies, près de Blois-mange paisiblement les feuilles des marronniers et des tilleuls. D'où s'est-il échappé ? De la cour de la gare où il était parké en attendant la formation d'un train devant assurer l'évacuation des animaux du cirque ! Or, nous l'avons dit, aucun train ne pourra plus partir. Et par route tous les animaux de chez Amar ne pourront être évacués. Il faut se décider à faire appel à des soldats du 52<sup>e</sup> Régional pour abattre des lions, des singes et même le plus petit éléphant de la troupe ; les exécutions ont lieu aux Métairies.

Tout l'après-midi l'évacuation des malades continue sur Selles-sur-Cher, celle des blessés sur Saint-Aignan. En fin de journée, il reste seulement une vingtaine de malades à l'hôtel Dieu ; Mlle Goudot, infirmière, se tient à leur chevet. Aucun d'eux ne mourra par la suite à l'exception d'un jeune garçon, dont la grave maladie était arrivée à son terme. À l'Hospice Général, en Vienne, la situation est plus sérieuse. On compte 200 vieillards, une quarantaine seulement ayant pu être évacués. C'est alors que se présente M. l'abbé Sauvel, jeune vicaire à l'église Saint-Germain de Charonne, à Paris, qui accepte de s'occuper des vieillards et infirmes de l'Hôpital Général. Il assure qu'il ne les quittera en aucune façon. Sa conduite devait être particulièrement digne.

Le docteur Grenouilleau peut, à ce moment, songer à donner une sépulture aux deux morts de son poste de secours à la gare des tramways : M. Laurens et le jeune

homme victime du bombardement de 11 h 30. Avec l'aide de quatre soldats infirmiers, le docteur fait creuser une tombe où sont descendus les deux corps. Deux bouteilles renfermant un papier portant leur nom sont placées près d'eux.

Les employés des P.T.T. jusqu'alors restés à leurs postes reçoivent l'ordre d'évacuer.

A 20 heures on apporte à la préfecture la nouvelle que le pont miné va cette fois effectivement sauter, car le bruit de sa destruction a couru depuis vendredi soir ; les troupes allemandes seraient, dit-on, à Meung-sur-Loire. M. le Préfet et les personnalités précédemment nommées décident à cet instant de quitter Blois pour Selles-sur-Cher. La police spéciale les accompagne.

## **Lundi 17 juin**

La nuit est calme; il pleut doucement. Entre 2 heures et 4 heures, on entend nettement le grondement du canon en direction d'Orléans.

Puisqu'il doit y avoir une résistance sur les rives de la Loire, la défense du pont s'organise.

Les issues de la ville sont gardées par des groupes d'hommes appartenant au G.R.D.I 125 et au 52<sup>ème</sup> Régional. En particulier, on note des postes militaires au pont de la Butte, au pont d'Herbault, à l'abattoir, au pont des Granges, avenue de Châteaudun, Quai Henry-Chavigny, et au déversoir.

L'ensemble des troupes devant assurer la défense de la tête de pont est placé sous le commandement du chef de bataillon Bourreau. Ces troupes comprennent des éléments du 52<sup>ème</sup> Régional sous les ordres du capitaine Bouchet des Parcs, et des éléments du G.R.D.I. 125 sous les ordres du capitaine Dewatre. M. le chef de bataillon Bourreau a installé son poste de commandement dans un immeuble situé à proximité du collège.

La matinée brumeuse est calme, comme la nuit. A l'Hôtel-Dieu on compte encore 27 malades qui sont installés dans les caves sous la surveillance de l'infirmière Mlle Goudot. Le soir, vers 23 heures, un camion devait en évacuer et il n'en reste finalement que 11, munis de vivres et d'eau potable.

Le flot militaire et civil continue à s'écouler lorsque, à 14 heures, la ville enregistre son premier bombardement aérien de la journée avec, pour la première fois, le mitraillage des éléments et colonnes qui traversent Blois. En deux heures, trois autres attaques ont lieu dans les mêmes conditions. Des bombes sont tombées dans la Loire ; mais de chaque côté du pont de nombreux immeubles ont été touchés par des engins explosifs ou incendiaires. Plusieurs incendies se déclarent d'ailleurs, contre lesquels rien ne pourra être tenté. En Vienne, il y a des

foyers près de l'usine électrique ; en ville, place de l'Ave-Maria, au garage Perry, Quai de la Saussaye.

La mairie est en feu, puis détruite par deux bombes- mais son abri a parfaitement tenu, il est intact. L'immeuble dans lequel le poste de commandement du commandant Bourreau est installé, prend feu. Cette maison était habitée par Mlle Eugénie, l'ancienne lingère du collège. Elle doit s'évacuer dans les caves du collège où le P.C. est réinstallé lui aussi.

Quai de la Saussaye, une bombe incendiaire a touché la maison de M. Lardier, marchand de fer. Toutes les matières contenues dans l'entrepôt étant ininflammables, il ne s'est pas déclaré là d'incendie, mais la chaleur dégagée par l'engin a fait fondre 25 tonnes de métal.

Le bas de la ville et le pont sont couverts d'une épaisse fumée. Pendant ce temps il fallait que les gens décidés à rester dans leur ville coûte que coûte continuent d'organiser leur ravitaillement. M. Cognard nous a donné un aperçu de ce qui s'était passé pour l'avenue de Châteaudun où l'on comptait en tout et pour tout 23 personnes, la majorité étant des femmes. « Ce fut une vraie vie de bohème, nous a-t-il dit. Ce lundi 17 juin, par exemple, à trois hommes, nous sommes allés dans une ferme des environs où nous avons trouvé 9 vaches abandonnées. Nous leur avons donné du fourrage et à boire, moyennant quoi, elles, à leur tour, nous ont donné du lait. A la même ferme, nous avons trouvé des œufs dans les poulaillers. Et le fermier, s'il est rentré tout de suite, a dû être bien étonné de trouver plus d'animaux qu'il en avait laissés, car nous avons attrapé et remisé avec les siens, une vache et deux mulets qui se promenaient sur la route. »

## **Mardi 18 juin**

A une heure du matin, les incendies ont pris une grande extension. Des lueurs sinistres éclairent la ville.

Vers 2 heures, les éléments du 52<sup>ème</sup> Régional et du G.R.D.I. 125 qui tiennent les hauteurs de la ville reçoivent l'ordre de se replier sur la rive gauche vers Les Montils. Pour la défense du pont et le passage de la Loire à Blois, des unités se réorganisent. On reconnaît des éléments du 8<sup>ème</sup> Tirailleurs, du 4<sup>ème</sup> Zouaves, du 9<sup>ème</sup> Dragons portés, d'Angers et du 12<sup>ème</sup> Groupe de Reconnaissance de Corps d'Armée, commandé par le colonel Crémère.

A 4 heures, le vent souffle assez violent ; une petite pluie l'accompagne. On distingue trois ou quatre foyers d'incendie importants. Ils sont formés par le garage Perry, quai de la Saussaye, la maison de peinture Van Craenenbock, rue du Vieux-Pont, les maisons de la place Ave-Maria, et en Vienne, par le garage Bouffault.

A la même heure, les derniers officiers : commandant Bourreau, capitaine Bouchet des Parcs, lieutenant Bulher, quittent Blois-Ville ; ils se retirent dans le faubourg de Vienne.

Les éléments avancés allemands ne doivent plus être loin à présent. Un officier du 2<sup>ème</sup> Génie, de Metz, se tient en alerte prêt à faire sauter le pont dès que paraîtront les uniformes de l'armée adverse.

Quelques réfugiés continuent leur exode. Il s'agit pour la plupart de gens de la Beauce fuyant avec leurs longues voitures trainées par des chevaux.

M. l'abbé Sauvel, ce jeune prêtre de Paris qui s'est chargé de la protection des 250 vieillards et réfugiés se trouvant encore à l'Hôpital général en Vienne, s'entretient d'une évacuation impossible avec les officiers sur place. Pourtant, il lui est conseillé de faire partir à pied, un groupe des plus valides; cela s'effectue sous la direction du chef scout camarade d'infortune de l'abbé Sauvel, et d'une infirmière. La question du ravitaillement est importante aussi. Un camion de vivres pour l'Hôpital général est chargé à Villefranche-sur-Cher ; ce camion n'est jamais parvenu à destination ; les troupes allemandes ayant avancé plus vite dans la région de Romorantin que dans celle de Blois, se sont trouvées à l'intercepter.

Des pièces d'artillerie sont mises en batterie à côté de l'Hôpital-Général. Au Pont, jusqu'à 10 heures 45 des réfugiés traversent encore la Loire. A cette heure, toute circulation cesse. Sans être vus, les éléments avancés de l'armée allemande entrent à Blois par la route d'Orléans.

A 11 heures 10, deux motocyclistes allemands se présentent au dos d'âne du pont face aux troupes françaises; en même temps des coups de feu partent du quai de la Saussaye. A cet instant, dans un fracas épouvantable que répercute longuement l'écho de la vallée, la deuxième arche, côté Vienne, de l'ouvrage d'art enjambant le fleuve, saute. Des pierres volent un peu partout et les unités françaises chargées de la défense du passage entrent en action avec mitrailleuses, fusils-mitrailleurs, canons de 25 et mortiers. Un 75 installé avenue Wilson, tire, l'artillerie allemande effectue un tir d'encagement sur le quartier de Vienne. Des batteries de 55 français placées sur les hauteurs de Saint-Gervais aboient à leur tour. Des deux côtés, les troupes protégées par les parapets des quais échangent des balles. La résistance de Blois commence !

Des notes de M. Lafarge nous extrayons : « La Place partie, nous n'avons plus de pain. Pour m'en procurer, je fais une tentative sur Coulanges, sans succès. Au retour, je me trouve en présence d'une sentinelle allemande, devant Saint-Nicolas. Une expectative se produit et finalement nous partons chacun de notre côté. Après midi, vent assez violent ; l'incendie de la place Ave-Maria prend une extension redoutable ; le quadrilatère rue Denis-Papin, rue du

Poids-du-Roi, rue des Juifs, rue de la Foulerie sera probablement détruit. Impossible d'intervenir d'aucune façon ».

Le gros des troupes allemandes se présente aux entrées de la ville à 18 heures. Villebarou est investi. A 19 heures 20, ces troupes entrent à Blois en même temps par la route de Vendôme et l'avenue de Châteaudun. Avenue de Châteaudun passent tout d'abord deux motocyclistes à très grande allure ; ils sont suivis par une auto blindée montée par quatre hommes l'arme à la main, le doigt sur la gâchette. Les premiers chars d'assaut parviennent à Villebarou. Ils filent sur Saint-Lubin pour entrer à Blois en passant sous le pont des Granges et en empruntant la rue de la Garenne, la rue du Pont-du-Gast. Les unités motorisées allemandes pénètrent maintenant dans Blois à une cadence rapide. Des batteries d'artillerie lourde s'installent à Villebarou ; devant, toute une ligne de 77 est mise en batterie.

Et maintenant, parmi les notes de M. Guignard, prenons : « C'est dans la soirée seulement qu'un premier détachement se présente au Château. Je m'avance à sa rencontre suivi par M. Chabin, chez moi à ce moment. Après avoir fourni des renseignements, je descends à l'abri prévenir les personnes qui s'y trouvent et en particulier M. Schroeder, familier de la langue allemande et dont je citerai plus loin l'action utile, et nous nous rendons dans les rues de la ville, parmi les soldats tandis que les officiers sont assemblés au square Victor-Hugo. Rue du Commerce, je me trouve en rapport avec M. Lafarge ; une collaboration devait s'établir entre nous par la suite. Je reviens au Château et j'assiste à l'installation dans l'aile Gaston et sur la terrasse, des observateurs et plus tard du commandant de l'artillerie ».

Durant tout le début de la nuit se poursuivent des actions de mitrailleuses et d'artillerie. A la faveur de l'obscurité, des soldats allemands tentent la traversée de la Loire dans des canots en caoutchouc. Ils sont repérés par les mitrailleurs français et dans ces conditions ne persistent pas dans un effort inutile.

Le reste de la nuit se passe de façon relativement calme.

## **Mercredi 19 Juin**

Au matin, le feu dans la ville poursuit son œuvre dévastatrice. Des immeubles s'écroulent et au milieu du fracas, des nuages de fumée s'élèvent.

Les tirs d'artillerie et de mitrailleuses se poursuivent d'une position à une autre.

Les batteries allemandes atteignent le faubourg de Vienne, les batteries françaises « truffent » la ville.

A l'Hôpital Général, deux infirmières parisiennes de passage sont priées par M. l'abbé Sauvel de lui venir en aide. Non seulement elles consentent à donner leurs soins aux vieillards, mais encore organisent à 10 mètres de la ligne de feu, un poste de secours où elles pansent et soignent une demi-douzaine de blessés des 7<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> G. R. C. A.

Des obus frappent l'Hôpital Général sans occasionner de victimes. En ville, des points de chute d'obus français sont enregistrés sur la Préfecture, sur le Tribunal, sur l'escalier Denis-Papin, sur la gendarmerie, etc... Un de gros calibre touche le château dans la partie réservée au musée ; heureusement il n'occasionne pas d'incendie.

M. Jules Guédon, de la mairie, resté seul dans sa maison de la rue du Puits-Chatel, n'étant pas informé de l'entrée des Allemands dans la ville, veut aller, malgré le bombardement, puiser de l'eau à une fontaine.

Tout à coup, au tournant d'une petite rue il aperçoit assez loin une sentinelle allemande. Surpris, il se retire pour rentrer chez lui. Le soldat ayant aperçu lui aussi un homme et ne sachant pas à qui il a affaire tire dans la direction de M. Guédon, qui parvient à son domicile sans autre encombre.

A 9 heures, un gradé allemand ayant été tué rue Saint-Lazare par l'éclatement d'un 75 français, un officier allemand se présente avenue de Châteaudun au domicile de M. Cognard. De cette maison part en effet une ligne téléphonique, mais depuis deux jours, toute communication est interrompue. L'officier estimant que la mort de son camarade a pu être provoquée par un renseignement fourni aux batteries françaises, fait rassembler les habitants restés dans le quartier. Il y a les 14 personnes de la maison de M. Cognard- plus 5 ou 6 autres, la plupart des femmes et des jeunes filles, ainsi qu'un enfant de 10 ans et un de 4, petits-fils de M. Cognard.

Le groupe, dont l'attitude est parfaitement digne, car aucune des unités le composant n'a rien à se reprocher, doit gagner la cour de la maison voisine appartenant à M. Raully, où il est gardé militairement jusqu'à midi. Pendant ce temps, les officiers allemands rendent les derniers honneurs à leur malheureux camarade et procèdent à son inhumation dans le jardin dépendant de la maison Raully. A midi les membres du groupe sont autorisés à rentrer à leur domicile pour se restaurer : ils sont toujours surveillés. Le soir les quatorze habitants de la maison Cognard ont le droit de se retirer dans la cave où ils ont installé déjà depuis le dimanche, leur matériel de couchage, mais il leur est absolument défendu de sortir au cours de la nuit et un factionnaire monte la garde à leur porte.

Comme la nuit précédente, celle-ci est troublée par des tirs de mitrailleuses et d'artillerie. Les soldats allemands qui n'ont pu traverser la Loire à Blois même, tentent une manœuvre identique plus en aval : ils la réussissent, les zouaves appuyant sur leur gauche les éléments du 12<sup>ème</sup> G. R. C. A. qui, eux,

tiennent le passage même du pont ayant « décroché » dans la soirée sans prévenir, et des éléments s'infiltrèrent en forêt de Russy.

Par les notes de M. l'abbé Sauvel, nous savons que dans le courant de cette même nuit il acheva le transport et l'installation dans les caves de l'Hôpital Général des 220 à 250 personnes qui lui avaient été confiées. M. l'abbé Sauvel s'est exprimé ainsi : « Le transport fut pour les vieillards paralysés ou en enfance, très difficile ; un simple infirmier de salle, Louis Aubert, s'y dévoua avec un parfait mépris du danger et voulut dormir la nuit dans un dortoir où restaient des malades qui ne furent descendus que le matin. Pour ces malades il a risqué nettement et sûrement sa vie. Le personnel subalterne de l'hôpital me donna, aussi, le plus généreux concours. »

## Jeudi 20 Juin

A 8 heures, les prisonniers de la maison Cognard peuvent circuler dans leur jardin. Signalons dès maintenant qu'à 16 heures, ils seront complètement libérés.

Au cours de la matinée, violente canonnade. Les canons français tirent sur et au delà de la ville. Vers le milieu de l'après-midi les tirs cessent.

Les troupes françaises (composées en fait à ce moment par 150 hommes seulement du 12<sup>ème</sup> G. R. C. A.) menacées d'encerclement, ont dû abandonner leurs positions et se replier sur Montrichard en empruntant la route forestière en direction de Seur puis des Montils. C'est qu'en effet l'armée allemande, dès le 18 au soir, avait atteint Romorantin, venant directement de Beaugency où la Loire avait été franchie sans coup férir, le pont n'ayant pas sauté. Rien que ceci constituait une menace sérieuse d'encerclement par l'est ; en plus, à l'ouest, il fallait compter avec les éléments adverses infiltrés en forêt de Russy.

La résistance de Blois était terminée ! A partir de ce moment, en attendant la confection par les pionniers d'une passerelle à jeter sur la brèche occasionnée au pont, les troupes allemandes commencent à traverser la Loire avec des bacs formés de bateaux métalliques tirés par des canots à moteur.

Le feu, par contre fait toujours rage. MM. Lafarge et Guignard se retrouvent ; un jeune homme, Martial Boucher, réfugié chez M. Guignard, complète leur équipe. Tous les trois entreprennent une tournée pour suivre la marche des incendies. Des îlots, rue du Poids-du-Roi, rue du Commerce, rue Denis-Papin, sont en feu. La Tour d'Argent est détruite, rue des Trois-Clefs, le feu traversant la rue vient de prendre à la maison de M. Delahaye. Détail tragique : le pauvre homme est mourant. Les trois hommes, aidés de Mme Delahaye, arrivent à neutraliser le foyer.



Les notes de M. Guignard nous conteront les suites de l'activité déployée par eux : « A proximité, nous nous assurons jusque dans les dépendances du magasin « Au Forgeron » s'il n'y a pas d'autres foyers. Rassurés nous faisons le tour par le château pour aller place Louis-XII où le feu est là extrêmement violent. Alors avec M. Lafarge nous montons aux

Lices, au magasin des pompes à incendie. Après un essai favorable du moteur, ayant de l'essence, nous descendons la motopompe et la mettons en batterie, efficacement alimentée à la fontaine de la place. Malheureusement, il faut s'arrêter pour aller chercher une échelle à coulisse. Cette perte de temps, malgré les bonnes volontés dont nous sommes entourés, réduit à néant nos efforts et à regret nous devons nous séparer. Avant de rentrer me restaurer je vais sur la terrasse de la maison Bauge, surveiller de ce côté le sinistre. Aussitôt après, je repars avec Martial Boucher. Nous nous apercevons que la Direction des Postes brûle. Il faudrait arrêter là le feu. Nous multiplions nos efforts pour arriver à enfoncer les portes de l'immeuble afin de pouvoir mieux combattre le sinistre. Mais nous sommes décontenancés, car nous avons compté sur l'efficacité du rempart. Que faire ? Le château va être menacé, comment le protéger ? Les quelques témoins présents sont unanimes pour déclarer que seule la dynamite peut jouer un rôle efficace. Pour arrêter le feu, il faut détruire une maison en la faisant sauter. Je sollicite donc le concours de M. Paul Schrøder, quoiqu'il souffre d'un refroidissement contracté durant les nuits passées dans l'abri du château ; je lui demande d'exprimer mon désir aux troupes allemandes. Les officiers donnent leur accord. Vingt minutes plus tard un détachement de pionniers commandé par un sous-officier empressé fait un premier essai avec la maison de M. Lafargue, architecte. Hélas, le feu dans sa traîtrise et dans l'impossibilité où nous sommes de le surveiller du côté du rempart a déjà commencé à entamer les maisons voisines qui brûlent successivement. Il faut dire que tous ces immeubles et même le château ont reçu des obus. Ceux-ci ont pratiqué de véritables brèches ouvertes aux flammèches incendiaires du Quartier bas : rues des Violettes et Saint-Lubin. Il devient nécessaire à présent de détruire à la mine les Hôtels du Duc d'Epéron et du Cardinal d'Amboise, jolis édifices du 15<sup>ème</sup> siècle. Des vitraux sont soufflés, mais s'il renferme quelques autres blessures, le château est sauvé ! Cependant à l'heure où je comptais m'arrêter, la journée n'est pas terminée pour moi ; je découvre en effet un nouveau foyer d'incendie dans le magasin Dillard, maintenant propriété de M. Collin. Je dépêche Martial Boucher pour chercher du secours. Les femmes les plus alertes, y compris ma femme, vont chercher de l'eau à la fontaine rue Denis-Papin. Auparavant j'ai monté dans le musée la totalité de mes réserves d'eau. Quelques soldats allemands du piquet d'incendie escaladent mieux les décombres que les femmes pour m'apporter l'eau nécessaire à vaincre le feu ; j'arrête la lutte à 10 heures, n'y voyant plus. »

Citons là encore un passage des notes de M. l'abbé René Sauvel : « Le jeudi matin la messe fut dite dans la cave qui réunissait le plus de malades. Pas un de ceux qui restèrent à l'Hôpital Général ne devait être atteint. Environ 6 obus frappèrent l'édifice et quelques autres l'église attenante. Portes et fenêtres furent

criblées de balles. La nourriture était réduite à de l'eau et du vin. Une petite lampe à alcool constituait tout le fourneau. Et cependant d'une cave à l'autre en ces heures, nos cœurs n'en firent qu'un seul. Vers 14 heures, le bruit de la bataille alla en décroissant. Vers 17 heures les motocyclistes allemands arrivaient, je me présentai à eux, et leurs officiers furent d'une correction parfaite... »

## **Vendredi 21 Juin**

Une fois de plus nous allons faire appel aux notes de M. Lafarge pour donner une physionomie de ce vendredi. Afin d'enchaîner, il est nécessaire cependant de rappeler un passage des notes de la veille : « La rue du Commerce recommence à nous donner des inquiétudes. La rue Saint-Martin brûle, Grognet est atteint, Perrin et les maisons à la suite brûlent également, si Baillargeat s'allume nous ne sauverons rien.»

« Dans la nuit Baillargeat a flambé ; il faut absolument bloquer l'incendie contre le pignon du Forgeron : nous nous y employons avec succès.

Les premiers repliés commencent à rentrer de Vienne. Le pont étant rétabli provisoirement ; par groupes de 2 et 3 les Blésois reprennent contact avec leur ville.

M. Lecomte va chercher le maire à Saumery. Tous les hommes valides devront se présenter à la Kommandantur à 15 heures. Distribution générale de balais pour nettoyer la route jusqu'à Beaugency. On vole la voiture du maire. L'on commence à coller des affiches. Défilé de troupes. Les moyens pour rétablir les services d'eau et d'éclairage sont examinés. En effet, sans eau, l'état sanitaire de la ville devient de plus en plus dangereux. On va aussi se charger de faire confectionner du pain. Le feu reprend quartier du théâtre.

Nous venons de conter aussi exactement que possible ce que furent les huit jours de guerre à Blois. Après ces douloureux événements la réorganisation de la vie dans la cité ne fut pas un mince travail. Il est intéressant pour l'histoire d'en faire état. On en trouvera la relation dans un exposé fait le 12 juillet 1940, à un certain nombre de notabilités blésoises et à ses collaborateurs de la première heure par M. le Docteur Olivier, maire. Ce rapport fut présenté au musée Paul-Renouard transformé en Hôtel de Ville. Avec l'autorisation de M. le docteur Olivier, voici publiés des extraits de son exposé, montrant ce que furent les principales phases de la réorganisation dont nous parlons.

## **EXPOSÉ du Docteur OLIVIER, Maire, fait le 12 Juillet 1940**

« Vous savez sans doute que l'été dernier j'avais subi une première atteinte grippale sérieuse, que surmené durant la période des hostilités et frappé à nouveau cet hiver par un nouvel accès grippal sévère qui m'a laissé souffrant, le très regretté M. Laurens, mort à son poste, avait dû accepter sur mes instances la charge de me suppléer pour un temps indéterminé.

Je continuais à remplir mon rôle médical auprès de mes malades et de blessés militaires à ma clinique de Saumery à Huisseau-sur-Cosson, pendant la tourmente récente lorsque j'apprenais le mardi 18 juin la mort de M. Laurens survenue le 16, en dépit des soins du docteur Grenoilleau, le mercredi 19 l'entrée des Allemands à Blois, comme à Huisseau. Le jeudi soir 20, j'étais informé de la situation morale et matérielle pénible de la Ville de Blois. Aussi dès le vendredi matin 21 juin, avec l'aide amicale de M. Lecomte, photographe, je pouvais commencer à entreprendre à Blois, en compagnie de Mme Olivier, une lourde tâche

L'état de nos rues était indescriptible. Elles étaient jonchées de matériaux de toutes sortes. Quant à la population présente elle se répartissait ainsi : 700 malades qui restaient encore à l'hôpital psychiatrique, 400 ayant été évacués ou dispersés; 200 vieillards se trouvaient à l'hospice général, la plupart des enfants ayant été

transférés. Les Petites Sœurs des Pauvres étaient là avec leurs vieux pensionnaires. On pouvait compter peut-être à peine 300 ou 400 Blésois qui avaient réussi à séjourner courageusement sous l'orage de mitraille, de bombes et d'obus.

On sait que pendant les journées tragiques des 15, 16 et 17 juin le docteur Grenoilleau, médecin inspecteur départemental d'hygiène, assura seul, avec une mâle énergie, et 7 infirmières, les soins aux malades, aux accouchées, aux blessés de l'Hôtel-Dieu et des cliniques, et qu'il organisa dans des conditions difficiles leur évacuation.

Tout de suite je rencontrai le concours précieux de quelques Blésois de bonne volonté : Mme Lecomte et M Lecomte, M. Lafarge, MM. Lorgeou, Cognard, Roussel, rédacteur à la préfecture, MM. Jaulin, Guignard, gardien du château, Pfeiffer, Jousse et Anger, fontainiers municipaux; M. Bataille, MM. Robert-Houdin et Erre. Architectes, M. Pérot, MM. Achard et Jacquelin, Laboissière, industriel, Hérault, avocat, MM. Moreau Henri, Bouzy, Poussin de la voirie ; des réfugiés comme MM. Robert Vainfeld, Laerce, Mlle Grenet, Mme Séjourné, d'autres encore qui m'excuseront de ne pas les nommer.

Nous nous trouvions dans une ville meurtrie où des maisons flambaient encore, privée de gaz, d'eau, d'électricité, sans service technique, sans

service administratif, sans pompiers, sans défense passive, livrée au pillage, où la situation militaire n'était pas définie puisque l'armistice n'était pas déclaré. Deux seuls agents de police restaient à leur poste : le garde champêtre Lemaut et l'agent Gilbert. Il nous fallait en hâte organiser une police auxiliaire. C'était une tâche ingrate et difficile; nous réussîmes néanmoins à désigner une dizaine de citoyens disposés à nous prêter main forte pour réagir contre les pillards et les intimider puisque, hélas, c'est dans les pires moments de détresse générale que se déchaînent les plus bas instincts. Sur ces entrefaites, j'apprends que la Kommandantur vient de s'installer, le matin même, dans les locaux de l'Union des Associations Agricoles, place Jean-Jaurès.

Je m'empresse d'entrer en contact avec elle pour tenter de réaliser un minimum d'ordre et de sécurité ; et pour commencer à procéder à un nettoyage de nos places et voies avec des équipes réquisitionnées. Dans cette tâche nouvelle d'organisation et de relations spéciales, MM. Lorgeou et Roussel, d'une part à titre de secrétaires, Mlle Grenet et M. Vainfeld comme interprètes, d'autre part, m'apportèrent une collaboration ardente et tenace.

L'Hôtel de Ville étant détruit, j'installai mes bureaux provisoires dans ceux de la maison de santé où les religieuses isolées ayant vécu quatre jours dans l'angoisse nous accueillirent comme une délivrance, et où je dus assurer – par surcroît – aux premiers jours, le service nocturne de la conciergerie. Mais comme il fallait d'urgence pourvoir au ravitaillement je mis à la disposition de cet organisme nouveau des salles de la maison de santé.

Je procédai séance tenante à la réquisition d'épicerie en gros. Je confiai à MM. Cognard et Pfeiffer avec l'aide de Mme Olivier, une réfugiée parisienne, M. et Mme Joffroy, MM. Imbert, Guilbert, Saget-Thébault, Pigoreau fils, la charge écrasante et délicate de diriger le service du ravitaillement, car la population qui avait vécu sous le bombardement des heures d'angoisse, et celle qui arrivait peu à peu, manquait de vivres.

M. Petit, adjoint, vint bientôt les seconder à son tour très activement et prendre la responsabilité générale de ce service. Par ailleurs je priai M.

Bataille, dont on connaît le sens pratique et le dévouement de s'occuper plus particulièrement de cette question dans le quartier de Vienne.

En même temps, M. Bachelier boulanger, et la Coopérative de boulangerie, se mettaient à l'œuvre, et fournissaient les premiers pains qu'on ne pouvait donner encore qu'à ration congrue. Le rôle de cet organisme de ravitaillement a été considérable en dépit de ses imperfections inévitables. M. Billault, dans l'organisation du service des boulangeries, nous a été un collaborateur efficace.

Mais notre ravitaillement, les exhumations et les inhumations, l'enlèvement des viandes pourries, n'ont pu être accomplis sans la bonne volonté à toute épreuve des chauffeurs de camion comme Renouard et ses camarades ainsi que par les équipes de travailleurs anonymes. Les gardiens de cimetières ont droit eux aussi à nos remerciements. De leur côté, MM. Robert-Houdin et Herre architectes, dès le début d'accord avec moi, s'empressaient de procéder à l'examen des immeubles sinistrés, de faire le bilan du désastre immobilier, de noter les maisons menaçant ruine, de dresser le fichier individuel de chaque sinistré. Il devenait nécessaire, enfin, tant pour débayer les rues que pour donner du travail aux travailleurs sans ressources, d'organiser des équipes. MM. Robert-Houdin et Erre n'ont cessé dans ces divers domaines comme tant d'autres de s'acquitter de leur mission avec dévouement et large compréhension.

En présence du défaut de ressources financières à la Recette Municipale et à la Trésorerie Générale pour régler les salaires des ouvriers embauchés que nous avons d'abord payés en nature, nous avons dû émettre des bons de vivres qui constituent une monnaie momentanée que tout le monde doit accepter et qui est couverte et remboursable par la ville.

Mais le problème du ravitaillement durant la première semaine a été le plus aigu, au fur et à mesure de la rentrée en ville des Blésois. Nous n'avions pas la faculté de tout réquisitionner à notre gré.

D'autre part, les stocks existant dans les grands établissements de grossistes ne pouvaient être uni-

quement considérés comme réservés à la ville de Blois. Néanmoins, j'avais réussi à obtenir du commandant Greis, en présence de M. Pfeiffer, qu'aux docks Fournier un stock d'une quinzaine de denrées soient attribuées à la ville de Blois.

Mais dès le 21 juin, des obligations supérieures pesaient aussi sur nous. Il fallait rapidement enlever et inhumer les cadavres, abattre les chiens errants ou qui hurlaient enfermés dans les maisons, nettoyer la ville, essayer de circonscrire les incendies par des moyens de fortune. Mais ce dont nous souffrions le plus, c'était le manque d'eau. Nos trois réservoirs avaient été touchés par le bombardement; heureusement l'usine des eaux et l'usine électrique étaient indemnes. Les lignes électriques étaient coupées. La Kommandantur, avec raison, exigeait dans les 24 heures le rétablissement de l'eau. Aussi sur ses instances je partais le samedi 22 juin à la recherche d'ouvriers électriciens et du personnel du service des eaux. Je fis des investigations d'abord à Saint-Aignan au son du tambour où je découvris l'ouvrier électricien Talamas, de l'U.N.E.C. et le préparateur du laboratoire départemental, M. Petitjean, dont j'avais besoin pour l'analyse des eaux. Mes recherches furent vaines à Selles-sur-Cher. C'est ici que je dois rendre un particulier hommage à l'attitude courageuse de M. Lafarge qui, sous les bombardements, et après, contribua à limiter les dégâts d'incendie, mais encore aux efforts couronnés de succès qu'il déploya sans ménagement avec Talamas et M. Robert-Houdin pour mettre en marche l'usine des eaux.

Je ne peux passer sous silence dans cette période qui s'étend du 16 au 21 juin, l'attitude vaillante des religieuses de l'Hôpital Psychiatrique qui, seules, privées de tout secours administratif et médical, assurèrent par leurs propres moyens les soins et l'alimentation des malades qu'elles avaient pu garder.

M. l'abbé Sauvel, de Paris, rendit avec deux infirmières parisiennes et Mme Dubois, une Blésoise, les mêmes précieux services aux vieillards de l'Hospice Général et aux blessés.

Les Petites Sœurs des Pauvres accomplirent un devoir identique dans leur établissement.

Il faut signaler aussi le rare dévouement qu'ont déployé lors du bombardement du dimanche 16 Juin, à 15 h. 30, la Sœur Saint-Michel, du préséminaire, Bousquet, employé de chemin de fer, rue du Pressoir-Blanc, l'abbé Lemoine, pour donner leurs soins aux blessés du train de réfugiés et enterrer les morts.

La doctoresse Schlumberger, qui n'avait pas quitté Blois, ainsi que Mme Thibaudier, infirmière, ont été d'emblée extrêmement utiles.

Le docteur Marleville survenait bientôt à son tour, de même que Mlle Morand, infirmière, dont l'activité a été féconde.

Une mention particulière est due à M. Guignard, du Château, dont la vigoureuse et courageuse intervention préserva heureusement de l'incendie l'aile Louis XII du château dans les conditions les plus défavorables. Il ne faut pas oublier aussi les moments critiques qui furent imposés à M. Cognard et aux siens.

Les malades commençaient à arriver à l'Hôtel-Dieu, je dus désigner comme directeur provisoire Me Hérault, qui se consacra de son mieux à cette besogne ingrate, en attendant la venue utile, le 27 juin de M. Chemin, receveur des hospices. De mon côté, je devais prendre la charge de l'hôpital psychiatrique où je dus les premiers jours, avec Mme Olivier et M. Roussel, assurer de surcroît le service nocturne de la conciergerie, car Blésois, aliénés égarés, ou infirmiers ne cessaient de se présenter. M. Roger, receveur, vint bientôt me seconder très heureusement.

En raison de la détresse qui règne, grâce au concours de Mme Viellescazes, de MM. Drussy et Cartier, le Centre d'Accueil donne les premiers secours alimentaires et matériels à nos sans-abris blésois; mais cette œuvre bienfaisante doit être étendue et nous instituons les soupes populaires et les cantines scolaires à l'école de la place Victor Hugo et à celle de la rue Clérancierie en Vienne. C'est un pis-aller dont doivent pouvoir bénéficier sans aucune gêne tous ceux qui manquent de ressources, et, à ce sujet, je fais appel à la générosité de tous nos compatriotes.

Reste la question délicate et sérieuse des commerçants sinistrés dont toute l'activité se trouve brusquement suspendue, leurs locaux anéantis avec leurs réserves. La question de la reconstruction et des indemnités concerne l'Etat. Mais il y a celle de la reprise immédiate de leur vie commerciale même sous la forme la plus modeste. Il appartient à la ville et aux Blésois non sinistrés de leur permettre de retrouver une activité relative.

J'ai pensé avec les avis ingénieux de MM. Robert-Houdin et Erre, architectes, qu'il convenait d'établir un projet de baraquements commerciaux, type exposition, susceptibles d'être édifiés devant l'Hospice Général, au Mail, sur la place de la Grève, aux Allées. Je crois qu'il y a là une solution momentanée intéressante.

D'ailleurs, pareille méthode avait été adoptée dans nombre de cités du Nord en 1918. Il convient aussi que dans les immeubles non sinistrés, du centre de la ville, des accords interviennent pour accueillir des commerçants sinistrés. Un devoir de solidarité s'impose.

Tandis que nous nous engagerons dans ces diverses interventions, il va falloir sans délai, établir un plan d'urbanisme et de résurrection architecturale de la ville, même si les réalisations sont à plus ou moins long terme.

En terminant, laissez-moi vous remercier d'avoir bien voulu répondre à mon appel dans cette nouvelle mairie qu'est devenue le musée Paul-Renouard, le 1er juillet 1940 et qui s'adaptera bien à cet usage.

Pour terminer le récit des journées historiques de juin 1940 à Blois, voici quelques précisions complémentaires:

Tout d'abord nous devons dire qu'il est matériellement impossible de citer toutes les personnes qui se sont dévouées au cours des événements.

On nous a fourni de nouveaux noms. Mais il est des dévouements et des actes de courage qui resteront toujours ignorés; ils sont passés inaperçus au milieu de l'affolement et leurs auteurs sont trop modestes pour en faire part eux-mêmes. Qu'un hommage collectif leur soit rendu!

Nous ne pouvons néanmoins passer sous silence, par exemple, le dévouement de M. l'abbé Renoult ayant quitté Blois en évacuant avec lui, au milieu des difficultés dont on se doute, près de 200 malades de l'hôpital psychiatrique.

Malgré que son nom ait été mentionné dans le rapport de M. le docteur Olivier, nous nous devons de publier pour Mlle Morand, directrice du service social de la Caisse de Compensation des Allocations familiales de Loir-et-Cher, les lignes suivantes qui nous ont été adressées par le directeur de la Caisse :

« Mlle Morand, obligée par ses fonctions de rester au service de la Caisse des Allocations familiales, dut effectuer en deux voyages l'évacuation indispensable des documents et rentra dans la ville encore en flammes en traversant les lignes allemandes, grâce à son uniforme d'infirmière. Dès l'arrivée de la première Kommandantur, c'est-à-dire le jeudi après-midi, Mlle Morand se mit à la disposition des autorités pour les secours d'urgence. Elle obtint du commandant Greiss un grand local sur la place de la République (le garage Ford) qui devint le principal centre d'assistance pour les sinistrés et les réfugiés qui s'efforçaient de rejoindre par la route leurs foyers abandonnés.

» Pendant plusieurs jours, Mlle Morand fit face à une tâche écrasante, secourant les premières détresses, soignant les blessés, ramenant les aliénés errants, puis, très heureusement aidée par l'inlassable dévouement de Mme Kreiss, et le concours de bonnes volontés spontanées, contribua à activer le rapatriement de centaines de réfugiés. »

M. La Herte est venu nous voir pour nous conter comment, sous le couvent, devenu l'hôpital complémentaire Saint-Antoine, dans l'abri organisé par la ville. 40 personnes (la plupart étant âgées) ont vécu les événements. Après le bombardement du dimanche matin cet abri a d'ailleurs été inondé par plus d'un mètre d'eau provenant des réservoirs éventrés de la ville. A 10 heures l'eau était résorbée. Les sœurs le désinfectèrent et il fut de nouveau à la disposition des gens restés dans le Quartier. La cuisine fut faite dans les dépendances du couvent, entre deux bombardements. Les vieux prêtres de la maison de retraite située à proximité y avaient installé une chapelle et dirent leurs messes régulièrement. M. Jolin, ancien avoué,

et M. La Herte, principalement, assurèrent le ravitaillement en pain du groupe en s'adressant le lundi et le mardi à l'Intendance. Ils firent de même pour le ravitaillement en eau en allant la chercher dans les réservoirs des remises situées aux environs.

Parmi les chefs de services présents à Blois le dimanche soir, on nous a prié de signaler M. Ducourneau, directeur des Postes, et M. Albert, Trésorier-Payeur Général. L'ordre de repli a été donné par la Préfecture aux fonctionnaires chefs de service à 21 h. 27 exactement. Enfin, M. Pannolle, demeurant avenue de Verdun, ayant vécu les événements avec 70 personnes dans l'abri de la maison de M. ... , nous a confirmé que les premiers éléments de l'armée allemande ayant pénétré à Blois étaient bien arrivés le mardi matin 18 juin, peu avant 11 heures, par la route d'Orléans. Ils se composaient de motocyclistes et de chenillettes.

**Blois, août-septembre 1940**

**André Jarrigeon**